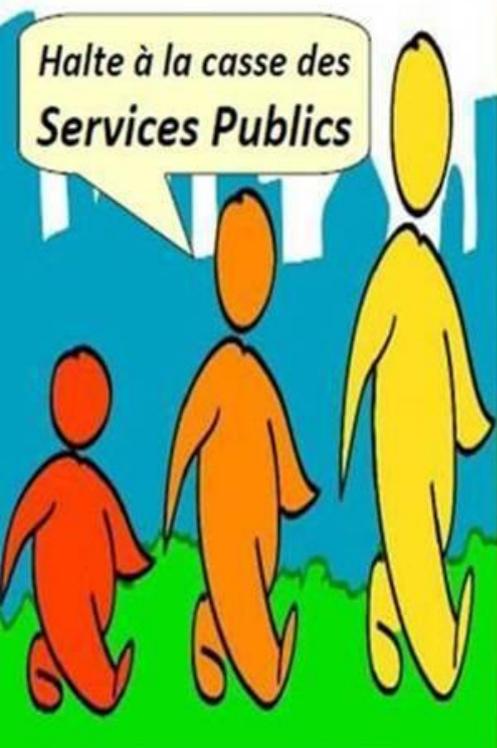


Les Services Publics rythment les pas de nos vies



!! Ensemble pour des services publics de qualité !!



**Ensemble pour le maintien
de services publics**



dans l'ouest Haute-Vienne et l'est Charentais.

Pas d'industries sans services publics



**Pas de services publics sans
industries**

Centre Hospitalier de St Junien :

Pour équilibrer ses finances l'hôpital devient une entreprise devant se restructurer et se réorganiser au détriment de la qualité des soins, du service rendu à la population et de la santé de ses agents.

Notre maternité deviendrait un centre périnatal de proximité. Pour l'ARS (agence régionale de santé), le nombre d'accouchement n'est pas suffisant (342 pour 2016 alors que le seuil est à 300), mais pour nous elle répond aux besoins des populations du bassin de Saint-Junien. En d'autres termes, on laisserait un territoire entre Angoulême et Saint-Junien, sans maternité pour les futures mamans.

La fermeture de l'Hôpital De Semaine (12 LITS).

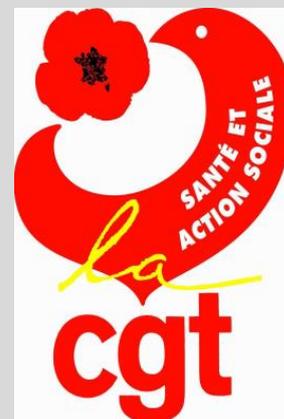
Mutualisation des lits de soins polyvalents de cardiologie, de chirurgie, (fermeture de 6 lits) etc... Ces fermetures d'activités ou de services n'ont qu'un seul but faire une coupe franche dans les effectifs du personnel du centre hospitalier sans penser aux besoins de la population qui priment sur toutes les considérations financières. Par contre à aucun moment l'ARS ne s'intéresse aux conditions de travail des personnels.

Au total : diminution du nombre de lits - rotation accélérée des patients - personnel en sous-effectif travaillant à flux tendu. **Cette situation est inacceptable et intenable**

Il faut que l'humain reprenne sa place centrale au sein de notre établissement, notamment par des embauches pour redonner du sens et de la qualité à notre travail...

Une vraie attention et une vraie reconnaissance pour nos métiers difficiles au service de l'intérêt général (revalorisation salariale, reconnaissance de la pénibilité et des qualifications...) Plus de stagiairisations.

L'arrêt des suppressions de lits ou de services



Transport Ferroviaire :

La direction du Groupe Public Ferroviaire (ex-SNCF) met en place des circulations ferroviaires qui ne répondent pas aux besoins, en même temps l'état des voies se dégradent et implique des réductions de vitesses.

Ce que la CGT porte et souhaite partager avec les usagers, les citoyens, les élus locaux, c'est :

- Des trains du quotidien qui répondent aux besoins, en nombre, propre, en état, et à l'heure,
- la possibilité d'arriver à destination à des horaires adaptés pour le travail, pour les études, et pour prendre une correspondance grande ligne.
- Des gares où il est possible d'acheter des billets, d'avoir des renseignements sans que l'on soit obligé d'aller sur internet ou de se rendre à Limoges.
- Des lignes entretenus où les trains peuvent rouler à des vitesses performantes plus vite que des mobylettes !!!
- Des investissements sur les lignes pour améliorer les performances,
- La mise en place de trafics de marchandises sur le rail pour réduire les nuisances routières des poids lourds sur les routes (carrières, industrie du bois et papiers, tuiles, ...)



Service public de l'énergie

Les différents gouvernements successifs avec la complicité des directions des groupes EDF et ENGIE (GDF Suez) n'ont cessé d'organiser la casse de l'entreprise historique EDF/GDF au prétexte de créer un marché de l'énergie et d'accès à la concurrence pour les usagers :

- EDF vend le patrimoine de la nation constitué à partir de la reconstruction d'après guerre (le RTE (réseaux de transports électricité) ; les barrages hydrauliques), fermeture de ses boutiques (plus d'accueil physique rue Jean Jaurès à Limoges), externalise des activités à ENEDIS ex ErDF (la relève, la réalisation de branchements et la fermeture des accueils ruraux).
- ENGIE a privatisé l'entreprise publique ce qui remet en cause la sûreté gazière pour les biens et les tiers et plus du tout d'accueils physiques pour les usagers.

Le résultat de cet acharnement au nom du libéralisme c'est :

- **Augmentation du coût de l'électricité et du gaz pour les usagers,**
- **La précarité énergétique grandissante (endettement des ménages),**
- **Les interventions qui étaient pour la plupart gratuites sont devenues payantes,**
- **La casse de l'emploi notamment en milieu rural,**

Dans la continuité de leur logique, EDF et ENGIE mettent en place pour la fin de l'année 2017 la séparation complète de l'Electricité et du Gaz. Concrètement sur le plan local cela se traduit par :

	<u>2012</u>	<u>2018</u>
Global	11 agents dont 5 mixtes (Elec et Gaz)	8 agents (4 Elec ??? ; 4 Gaz)
Astreinte Elec	4 tours à 2 agents	4 tours à 1 agent VOIR ZERO
Astreinte Gaz	5 tours à 1 agent sur St Junien et communes limitrophes « Intervention en - de 20 min »	4 tours à 1 agent sur St Junien et communes limitrophes + toute la zone de Bellac, Magnac Laval +Ambazac, Rilhac ... « Intervention à + de 1 h »
QUID DE LA SECURITE GAZIERE ???		

La CGT revendique des ELECTRICIENS et GAZIERS au plus près des besoins de l'ensemble de la POPULATION



Service public des communications :

La direction de la poste a décidé de fermer le dernier centre de tri du limousin (Limoges zone nord).

Les conséquences pour le personnel vont être désastreuses sur les 190 agents **70 SONT EN TROP pour la direction !!!**

Les effets de ce projet seront néfastes sur le plan de l'emploi en limousin, mais aussi en terme :

- d'environnement avec toujours plus de camions sur les routes, parce que le courrier de la Haute-Vienne sera traité à Poitiers et celui de la Corrèze et de la Creuse à Clermont Ferrand,
- de qualité de service, en rallongeant les délais de traitement + **de tournées l'après-midi...**

Pour les facteurs les répercussions vont être immédiates. Déjà que le métier est mis à mal avec des prestations de plus en plus fantaisistes (Projet de la direction : "Veillez sur mes parents") la poste veut faire jouer un rôle au facteur qui n'est pas le sien, sous le couvert de son rôle social, la poste veut surtout gagner de l'argent sur le dos des usagers et des facteurs sans se préoccuper des conditions de travail de plus en plus dégradées.

LA CGT est porteuse d'un autre projet : une plate forme multi-flux par département pour traiter l'intégralité du trafic courrier intra départemental ; des emplois en nombres suffisant pour répondre à ce projet et travailler dans de bonne conditions.



L'HUMAIN AVANT LE PROFIT

Union Locale CGT de Saint-Junien



Une industrie forte est possible si l'on s'en donne les moyens !!

Le système bancaire et financier doit être au service du développement de l'industrie, ce qui implique d'inverser la logique actuelle où c'est l'industrie qui est au service de la finance. Cela nécessite de rompre avec les politiques actuelles, où le patronat est inondé d'aides publiques et d'exonérations fiscales et sociales inefficaces comme le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ou le CIR (Crédit d'impôt recherche), et ce sans aucun contrôle ou contrepartie.

Enfin, il faut mettre le système bancaire et financier au service du développement industriel, notamment en créant un pôle financier public pour favoriser l'emploi et impulser un développement solidaire des territoires. Prétendre développer une industrie du futur tout en laissant fermer les sites industriels les uns après les autres est une dangereuse illusion. Il faut investir pour moderniser les usines et l'appareil productif. Il faut anticiper les mutations technologiques pour transformer les emplois, garder la maîtrise technologique des savoir-faire et des compétences, diminuer le temps de travail et améliorer les conditions de travail.

Mener une politique industrielle ambitieuse implique aussi de développer les droits d'intervention des salariés dans l'ensemble des secteurs de l'économie et pas seulement dans l'industrie. Les comités d'entreprise doivent avoir un

droit de veto sur les plans de suppression d'emplois. Les aides publiques aux entreprises doivent être contrôlées et conditionnées, notamment à l'emploi et à l'investissement productif.

Pas d'industrie sans services publics, pas de services publics sans industrie !!

Le développement d'une industrie moderne suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de transport, etc. Il faut des services publics forts dans tout le pays pour contribuer au développement économique et à l'aménagement du territoire. La dépense et la commande publiques sont des leviers puissants pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage. Dans le même temps, le développement industriel est une des conditions de financement des services publics. Les politiques d'austérité, la réforme territoriale, celles de l'État et de l'hôpital sont des outils d'adaptation de l'action publique aux impératifs du capital, au détriment des besoins des usagers et des conditions de travail et d'emploi des agents. Ces politiques sont partout en échec et provoquent chômage, paupérisation, désindustrialisation, affaiblissement de la cohésion sociale. Il est urgent de rompre avec cette orientation destructrice.

Toutes ces batailles ne pourront se faire sans vous

Pour garder de l'emploi et un cadre de vie agréable au pays, il va être urgent de s'organiser.

Que vous soyez à la CGT, nulle part ou ailleurs :

L'union locale CGT de St Junien vous invite à vous inscrire sur la liste "prise de contact" pour construire ensemble les outils de la défense des territoires ruraux.

courriel : ulcgtsaint-junien87@orange.fr

